

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Des députés français reçus par le président de la République

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Mission bien remplie pour le Groupe d'Amitié France-Gabon, à l'Assemblée nationale. Arrivés sur le territoire gabonais en début de semaine, les députés français ont eu droit, pour ainsi dire, à un agenda bien chargé. Au terme de cette mission de

travail et d'amitié, Jean Terlier, chef de file de ladite délégation de parlementaires français, a été reçu au Palais du bord de mer. Occasion pour ce dernier de présenter d'une part ses civilités au président de la République, Ali Bongo Ondimba, et d'autre part lui faire le compte rendu de leur séjour gabonais. Le diplomate français a été introduit au cabinet du chef de l'État par

Faustin Boukoubi, président de l'Assemblée nationale. Durant cette séance de travail, le numéro un gabonais et son hôte n'ont pas manqué de réaffirmer leur ferme volonté de renforcer la coopération bilatérale entre le Gabon et la France, deux États liés par l'histoire, l'économie et dans une certaine mesure la culture. En atteste la coopération bilatérale fortement observable dans les domaines politique, économique, militaire, éducatif et diplomatique pour ne citer que ces exemples. Précisons que les différents échanges et autres partages d'expériences entre les députés gabonais et français interviennent peu après le récent tête-à-tête entre le premier magistrat gabonais et son homologue français, Emmanuel Macron (Ndlr : en novembre dernier, dans la foulée de la cérémonie commémorant le 75^e anniversaire de l'Unesco qui s'est tenue à Paris). Pour rappel, la dernière visite des députés français au Gabon remonte à 1998. Avant de rencontrer le président de la République, hier, les parlementaires français ont échangé avec les députés



Photo: DR

Le président du Groupe d'Amitié France-Gabon accueilli par le chef de l'État.

gabonais en début de semaine, assistés à un exercice de combat au Cap Santa Clara. Le séjour des parlementaires français au Gabon constitue à n'en point douter le symbole du renforcement des liens d'amitié entre les deux nations.

gabonais en début de semaine, assistés à un exercice de combat au Cap Santa Clara. Le séjour des parlementaires français au Gabon constitue à n'en point douter le symbole du renforcement des liens d'amitié entre les deux nations.

8e congrès du RPG : l'élection du nouveau président en ligne de mire

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

Le 8e congrès national ordinaire du Rassemblement pour le Gabon (RPG) s'est ouvert hier, au "siège national Paul Mba Abessole", à Petit-Paris, dans le 3^e arrondissement de la capitale gabonaise. En présence, entre autres, des représentants des partis amis au RPG (Les Démocrates, Parti pour le développement et la solidarité sociale, Parti des peuples africains de Laurent Gbagbo, Rassemblement pour la patrie et la modernité, et l'Union nationale) et d'une poignée de militants, militantes restés fidèles au président d'honneur du RPG, le père Paul Mba Abessole. En droite ligne des congrès provinciaux, ces assises, placées sous le thème "La relance dans le pragmatisme et la reconquête de l'espace public", ont pour principal enjeu d'élire le nouveau président de cette formation politique. D'autant plus que la période transitoire 2018-2021 ayant acté la "tétravalence" comme mode de désignation du président, après le retrait volontaire de Paul Mba Abessole à l'issue du 7^e congrès, est arrivée à échéance. Avec ceci que depuis l'éviction de Benoît Mba Mezui à la tête du RPG en juillet dernier, suite à une décision de la Commission de discipline et du contentieux, la présidence est assurée, à ce jour,



Photo: Adjia Nkoutourme

Vue de la tribune officielle.

à titre intérimaire, par Martin Boundzanga. Un "Rpgiste de la première heure" qui fut de toutes les batailles de Paul Mba Abessole. A un peu plus d'un an de la tenue des élections présidentielle, législatives et locales, c'est dire toute l'importance de cette rencontre. Surtout que le nouveau président du RPG devrait avoir à cœur, en droite ligne du thème des présentes assises, de "relancer dans le pragmatisme son écurie politique en allant à la reconquête de l'espace public". Tout en tenant compte du positionnement idéologique actuel du RPG dans l'opposition. Un positionnement assumé et revendiqué pleinement par Martin Boundzanga, à la "lumière de la dégradation de la situation politique, économique et sociale de notre pays". En ce sens, a-t-il clamé, au regard des échéances électorales de 2023, il est primordial que se tiennent "les états généraux de l'opposition afin de coordonner les actions et les ambitions des représentants de ce bord politique". Le nouveau président du RPG devrait être connu aujourd'hui.

Parlement : députées et sénatrices disent "non aux violences faites aux femmes"

J.K.M
Libreville/Gabon

LES parlementaires disent non aux violences faites aux femmes". C'est visiblement armées de ce slogan que députées et sénatrices ont mis un terme hier, au palais Léon-Mba, aux seize (16) jours "d'activisme" qu'elles ont consacrés à la commémoration de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, célébrée le 25 novembre de chaque année. Période durant laquelle, au travers d'actions multiples et variées, elles ont sensibilisé la communauté nationale sur la nécessité de combattre, sans relâche, toute forme de maltraitance, discrimination basées sur le genre. Occasion pour la 3^e vice-présidente de l'Assemblée nationale, Lucienne



Photo: Sylvain Maganga

Vue des personnalités.

Ogouwalanga Awore, de rendre un hommage appuyé à la Première Dame, Sylvia Bongo Ondimba, pour ses multiples entreprises visant à améliorer les conditions de la femme dans notre pays. Non sans avoir salué l'implication et l'engagement inébranlable du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, dans cette noble mission. En ce sens, a-t-elle fait valoir, dans le prolongement de la révision constitutionnelle de 2018, notre pays a adopté un certain nombre de textes consacrant la

parité et éliminant toute forme de discrimination à l'égard des femmes. Pour autant, a-t-elle insisté, en dépit de toutes ces avancées notables, "nous devons nous impliquer encore davantage dans cette lutte en sensibilisant les acteurs de la vie publique, en les mobilisant autour de la recherche des solutions et en identifiant les mesures efficaces afin de mettre sur pied un environnement de travail exempt de sexisme, harcèlement et de violence basée sur le genre".